



Communiqué de presse

La centrale Edf Porcheville menacée par la loi NOME et par le débat de la transition énergétique

Le 6 juin 2013

Depuis plusieurs semaines, la centrale reçoit la visite de plusieurs responsables régionaux et nationaux de la DPIT (Division Production Ingénierie Thermique), dont le directeur. Ceux-ci nous ont informés sur les incertitudes probables qui pèsent sur plusieurs tranches de production à base de fioul, dans les années à venir.

La direction évoque pour cela le contexte actuel suivant : la baisse de la consommation, le coût des énergies primaires, les appels d'offre sur le marché de capacité suite à l'ouverture du marché de l'électricité (loi NOME), et des charges fixes élevées sur les tranches fioul.

De plus, avec le débat sur la transition énergétique, orienté volontairement sur le développement de l'éolien et du solaire, et avec un RTE (réseau de transport de l'énergie électrique) qui milite pour une production européenne verte, cela pourrait se traduire par la fermeture d'une partie ou de plusieurs tranches du site de Porcheville bien avant 2023, date finale initialement prévue.

Dès la rentrée, la Direction régionale présentera au Comité d'établissement ses réflexions sur la réduction de nos coûts d'exploitation, pour répondre aux enjeux financiers. Pour l'instant, les répercussions sur le nombre d'emploi ne sont pas encore connues.

Nous rappelons que le site de Porcheville, suite au redémarrage complet des installations en 2008, a doublé ses effectifs avec des dizaines d'embauches.

Le site compte actuellement plus de 200 agents présents sur place, ainsi que de nombreux prestataires.

Le rôle social et économique de notre CPT sur la boucle de la seine n'est pas négligeable. Dans le contexte actuel de notre région (déjà touchée par les difficultés dans le secteur automobile), une réduction même partielle de l'activité serait néfaste.

La CGT estime, que le site de Porcheville et ses 4 tranches fioul sont nécessaires au maintien de la capacité de production en France, pour assurer la sécurisation du réseau. Ce site permet aussi de compenser les lacunes des énergies intermittentes, telles que pour l'éolien et le solaire. La CGT sollicitera une rencontre avec les élus et les pouvoirs publics, afin de s'exprimer sur le sujet et défendre ses propositions, en matière d'avenir du site.

Le 13 juin, à l'occasion de la journée d'action, à l'appel de la CGT sur la politique énergétique, le personnel de Porcheville sera en grève.

Contact presse Julien LAMBERT : 06.79.78.60.08